



Négociations à l'OMC : Face à la crise alimentaire, les stocks publics sont légitimes et nécessaires L'UE doit cesser d'attaquer la souveraineté alimentaire des pays du Sud

Du 12 au 15 juin prochain, la réunion ministérielle de l'OMC se tiendra à Genève. Dans le contexte de multiples crises simultanées (covid-19, crise climatique, guerre en Ukraine, dette...) qui mènent à de nombreuses crises alimentaires, ECVC considère que la position de négociation de l'Union Européenne est inacceptable.

Un grand nombre de pays du Sud défend leur droit à maintenir des politiques publiques de stocks alimentaires publics, de régulation des marchés et de soutien à leur agriculture locale¹. Les Etats ont la responsabilité d'assurer la stabilité de l'approvisionnement alimentaire pour leur population. Ces politiques sont légitimes et nécessaires, elles sont la base de la souveraineté alimentaire.

Cependant, l'Union Européenne, de concert avec les Etats-Unis et d'autres pays agro-exportateurs, ne cesse d'utiliser l'OMC pour attaquer la souveraineté alimentaire des pays du Sud. L'Union Européenne prétend que ces politiques publiques créent des distorsions commerciales. Mais les pays du Sud devraient-ils laisser leurs populations mourir de faim pour respecter les règles du libre-échange mises en place par et pour les intérêts des entreprises multinationales des pays riches ?

Au moment où le prix des céréales sur les marchés internationaux atteint des sommets, il est clair que la stratégie qui consiste à faire dépendre la sécurité alimentaire des pays du commerce international est un échec. Cependant, l'Union Européenne continue à faire pression via l'OMC pour augmenter l'accès au marché des pays tiers et dénoncer leurs soutiens publics à l'agriculture. Elle va jusqu'à menacer des pays en graves difficultés comme l'Inde ou l'Egypte de contentieux devant l'organe de règlement des différends s'ils n'abandonnent pas leurs politiques en faveur des stocks alimentaires publics. Pour Morgan Ody, paysanne membre du Comité de Coordination d'ECVC, « ces positions sont scandaleuses et ne représentent en aucun cas les demandes ni des paysans européens ni de la société dans son ensemble ».

Selon ECVC, au lieu de critiquer les pays du Sud, l'Union Européenne devrait s'en inspirer pour réformer profondément la Politique Agricole Commune, encourager des stocks alimentaires publics dans tous les pays membres et réguler les marchés agricoles de façon à assurer des prix stables et justes à la fois aux producteurs et aux consommateurs. En Europe aussi, face aux difficultés liées aux crises climatiques et géopolitiques, nous avons besoin de politiques publiques fortes soutenant la production agricole relocalisée et agroécologique, basée sur des paysans nombreux.

**L'OMC doit dégager de nos champs !
Souveraineté alimentaire Maintenant !**

Contacts

Morgan Ody, Comité de Coordination d'ECVC – +33 626 97 76 43 – FR, EN
Andoni García Arriola, Comité de Coordination d'ECVC, +34636451569 – ES, EUS
press@eurovia.org

¹ Comme évoqué lors d'un séminaire sur la sécurité alimentaire organisé par l'OMC le 26 avril dernier.